

Alexandre Devecchio : "Avec le temps, il se pourrait que le populisme nourrisse un projet qui aille au-delà de la déconstruction de l'ancien ordre global"



Alexandre Devecchio publie "Recomposition" aux éditions du Cerf. En exclusivité pour Atlantico, il évoque le sujet du populisme.

Avec Alexandre Devecchio

Atlantico.fr : Vous estimez dans votre livre *Recomposition*, le nouveau monde populiste, que le populisme est le signe d'une recomposition politique. Vers quel nouveau monde nous dirigent les leaders populistes ?

Alexandre Devecchio : En Occident, à l'utopie de la mondialisation heureuse succède le retour des nations et des peuples. Ces derniers, à travers leurs votes pour les partis dit « populistes », mais aussi à travers le « Brexit » ou le mouvement des Gilets jaunes, expriment leur volonté de recouvrer leur souveraineté, de protéger leur modèle social et leur identité face aux migrations massives, de renouer avec un certain nombre de limites et de permanences face au rouleau compresseur de la globalisation. L'uniformisation planétaire n'a pas produit le village mondial pacifié espéré, mais au contraire engendrée de multiples fractures sociales, culturelles, démocratiques. Face à ce profond désordre, les populistes proposent de rétablir un certain nombre de repères. Le nouveau monde auquel ils aspirent n'est pas synonyme de fermeture, mais se veut avant tout plus stable.

Les partis européens qui réussissent aujourd'hui à obtenir la majorité aux élections semblent souvent réunir des électeurs aux opinions très diverses. C'est le cas par exemple de LREM, ou de coalitions comme celle qui a été conclue entre le M5S et le PD en Italie. Pourquoi les partis "attrape-tout" ont-ils tant de succès ? Est-ce le signe d'un vide idéologique ?

En réalité depuis la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin, les partis de centre-gauche et de centre-droit, qui se sont succédé, malgré une opposition de façade, menaient peu ou prou une politique identique avant tout fondée sur le primat de l'économie et du libre-échange. C'est ce que la théoricienne du populisme, Chantal Mouffe, a appelé « l'hégémonie néo-libérale ». Mais depuis l'effondrement financier de 2008, et plus encore depuis la crise migratoire de 2015, l'ère de la domination néo-libérale semble en passe de s'achever tandis qu'on observe la montée en puissance de mouvements antisystèmes dans la plupart des démocraties occidentales. Pour se maintenir au pouvoir, le centre gauche et le centre droit ont ainsi dû converger au sein de grandes coalitions : autour de Merkel en Allemagne, de Renzi en Italie ou de Macron en France. Mais même rassemblés, les centres ne pèsent qu'entre 25% et 30% des suffrages : une base électorale très faible essentiellement composée des gagnants de la mondialisation. Pour espérer élargir celle-ci et se maintenir durablement, il va leur falloir trouver un supplément d'âme idéologique. Cela pourrait bien passer par l'écologie.

L'alliance entre le M5S et le PD en Italie est un cas à part et inédit. Pour la première fois, nous voyons un parti anti-système s'allier à

un parti du système. Le M5S s'est pourtant entièrement construit sur le rejet des appareils politiques traditionnels et plus largement d'une démocratie représentative considérée comme dévoyée par beaucoup d'Italiens. Dépassé par la montée en puissance d'un populisme rival, incarné par la Ligue de Salvini, le mouvement a su jouer habilement des combinaisons partisanes et des procédures parlementaires pour rester au pouvoir. Mais, ce faisant, il a aussi perdu sa raison d'exister et va devoir se refonder pour survivre. Je ne serais pas surpris voir le parti de Di Maio muter en parti écologiste.

Si certains partis "attrape-tout" réunissent les gagnants de la mondialisation, les populistes semblent rassembler ceux qui s'estiment être les perdants. Dans quelle mesure ce qu'on appelle "populisme" n'est pas simplement le nom d'une forme de résistance désorientée au monde libéral, sans véritable projet ?

On peut le dire comme cela ou comme le penseur de la nouvelle droite, Alain de Benoist, pour lequel le populisme exerce un rôle principalement destituant, c'est-à-dire qu'il contribue avant tout au « dédagisme ». Il fait sortir du champ politique des partis et des mouvements faisant l'objet d'une défiance généralisée. Avec le temps, il se pourrait cependant que le populisme nourrisse un projet qui aille au-delà de la déconstruction de l'ancien ordre global.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui entame son quatrième mandat, a réussi à définir un véritable contre-modèle faisant désormais école dans toute l'Europe centrale. Il a notamment théorisé celui-ci, le 26 juillet 2014, dans son discours de Baile Tusnad où il emploie pour la première fois le concept de « démocratie illibérale ». En Europe occidentale, ce concept a été souvent mal compris. Pour Orbán, il ne s'agit nullement de rompre avec les principes de base du libéralisme : plutôt de retrouver un équilibre perdu entre démocratie et libéralisme, souveraineté des peuples et liberté des individus, volonté de la majorité et respect des droits des minorités. Tandis qu'en Europe occidentale, le politique est de plus en plus entravé par les technocrates et les juges comme par les lois du marché, en Europe centrale, le politique tend à limiter les contre-pouvoirs pour garder davantage de marges de manœuvre. Pour Viktor Orbán, le libéralisme seul ne suffit pas à maintenir la cohésion sociale et nationale. C'est pourquoi, il parle aussi de « démocratie chrétienne », non par bigoterie ou pour brouiller la frontière entre l'État et l'Église, mais parce qu'il pense que les démocraties sont d'autant plus fortes et solides qu'elles s'inscrivent dans une histoire et une civilisation.

A Washington s'est tenue mi-juillet une conférence inaugurant un nouveau think-tank, la Edmund Burke Foundation, dont l'objectif est de donner une véritable cohérence idéologique et doctrinale au Trumpisme. Autour du philosophe et théologien israélien Yoram Hazony, nombreux d'intellectuels américains ambitionnent de forger un « conservatisme national », en rupture avec le néolibéralisme de l'ère Reagan. Du mandat de Trump, on ne retiendra pas seulement ses fougades, mais aussi le point de départ d'une révolution idéologique bien plus profonde. Chacun à leur manière, Orbán comme Trump, sont peut-être à l'avant-garde du nouveau monde. Paradoxalement, Macron apparaît au contraire comme le dernier samouraï d'un modèle à bout de souffle.

Vous évoquez dans votre livre la "chute du mur de Maastricht", écho à la chute du mur de Berlin. Il y a encore pourtant une véritable incertitude sur la capacité des populistes à réunir des majorités d'action (ce qui se passe au Royaume-Uni en est probablement le signe). Le succès du populisme n'est-il pas qu'une phase transitoire ?

Le mur de Maastricht est toujours debout, mais il est sérieusement fissuré. Nous sommes précisément dans une époque de recomposition. Pour paraphraser Gramsci, nous nous situons dans un « interrègne » : « un monde se meurt et un autre tarde à naître ». La décomposition du « vieux monde » n'est pas achevée. Il résiste en jetant toutes ses forces dans la bataille comme on peut le voir, en effet, au Royaume-Uni. Mais dans la brume, apparaissent déjà les contours du monde à venir. Sera-t-il populiste ou le populisme ne sera-t-il qu'une étape transitoire ? Une chose paraît certaine l'ordre global, tel qu'on l'a connu, et dont l'Union européenne a été le laboratoire avancé, semble à terme condamné.

Alexandre Devecchio publie "Recomposition" aux éditions du Cerf.

Lien vers la boutique Amazon : [ICI](#)

Propos recueillis par Augustin Doutreluingne.

□